

A l'heure de Davos, le retour de l'économie (géo)politique

La mondialisation n'a jamais été un processus irréversible. Dans le cours de la réversibilité, l'économie n'est pas maîtresse du jeu. Elle subit l'effet de retour du politique, lorsque les sociétés réagissent, à leur façon, aux tensions et désordres que la mondialisation a pu engendrer. Cela s'est vu lors des vagues antérieures de mondialisation et peut se revoir, *mutatis mutandis*, aujourd'hui. Ces facteurs politiques, dont le dénouement relève du long terme, sont tangibles dans la conjoncture actuelle, dont ils nourrissent les incertitudes.



En hommage à Georges Wolinski

Des vagues de mondialisation

La mondialisation est inscrite dans les gènes du capitalisme marchand et financier qui anime et étend les réseaux précoces de l'économie-monde décrite par l'historien Fernand Braudel. Elle s'affirme au XIX^{ème} siècle de pair avec l'expansion de la révolution industrielle, non sans turbulences : l'ordre libre-échangiste qui s'épanouit après les guerres napoléoniennes se fissure lorsque, dans les années 1870 à 1890 à tendance déflationniste, la montée des « pays neufs » de l'époque (Etats-Unis, Argentine, Australie...) concurrence les métropoles industrielles européennes. Celles-ci renoueront, au cours de la « Belle Epoque », avec une expansion plus forte et rentable sur la base d'un équilibre ajusté entre l'ouverture et la protection, mais aussi de l'aventure coloniale : le capitalisme se conjugue alors avec l'affirmation des Etats-nations modernes, qui organisent dans le cadre national l'intégration et le développement des marchés des biens et du travail.

Cette « mondialisation heureuse » d'un capitalisme cosmopolite qui célèbre ses noces avec la nation est pourtant minée par des conflits latents : le régime international qui régule ce capitalisme, en particulier la sévère discipline collective de l'étalon-or, exclut une réponse satisfaisante aux besoins sociaux de masse qui s'affirment dramatiquement au sein des sociétés soumises aux bouleversements de l'industrialisation et de l'urbanisation ; les vieux conflits de puissance sont reproduits par la transformation capitaliste de ces puissances et la première guerre mondiale a dramatiquement conclu la phase de mondialisation issue du XIX^{ème} siècle. Elle a ouvert une période d'une trentaine d'années durant laquelle le recul de l'intégration marchande et financière du monde va s'affirmer avec violence. La crise des années 1930 sera le paroxysme de ce processus. Cette décennie aura démontré la possibilité d'une « dé-mondialisation » rapide et catastrophique, lorsque la logique des fractionnements commerciaux, monétaires et financiers l'emporte sur la continuité des réseaux d'échange (pour aller au-delà de ce résumé expéditif, voir par exemple [ici](#) ainsi que Suzanne Berger, *Notre première mondialisation, Leçons d'un échec oublié*, Seuil, 2003).

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la reconstruction économique et politique des nations développées, puis l'épanouissement des sociétés salariales et des Etats-Providence, s'appuient sur un ensemble de changements institutionnels qui organisent une maîtrise nationale plus affirmée de l'intensité et de l'orientation de la croissance. La confiance nouvelle dans les régulations internes aux Etats-Nations a bénéficié du rôle permissif de dispositifs internationaux qui ont accompagné, au moins un temps, l'autonomie nationale dans la gestion de la croissance (le système monétaire issu de Bretton Woods et ses adaptations successives, la création du marché commun européen). La réussite du capitalisme fordiste ne s'est cependant pas universalisée, elle est restée réservée à un groupe démographiquement minoritaire de pays (en gros, le « club » de l'OCDE). Les pays du Tiers-Monde qui accèdent à la reconnaissance nationale avec la décolonisation n'échappent pas pour autant au statut d'économie périphérique et dominée (pour une bonne revue de cette période voir par exemple les travaux de l'économiste-historien américain Barry Eichengreen : *L'expansion du capital, Une histoire du système monétaire international*, L'Harmattan, 1997).

Lorsque, dans les années 1970, la capacité d'expansion productive du capitalisme fordiste des pays du « centre » perdra de son allant et que de nouvelles prétentions apparaîtront du côté des pays « périphériques », en commençant par ceux qui disposaient du levier pétrolier, l'insertion de ces pays dans l'expansion mondiale prendra d'autres voies que celles d'une simple reproduction du fordisme des pays dominants. Au travers de vagues successives et de crises cycliques, « l'émergence » d'un certain nombre de pays comblera leur recours aux instruments étatiques (notamment en Asie) et l'exploitation des opportunités ouvertes par la libéralisation des relations économiques et financières internationales. Après la chute du mur de Berlin et avec les transitions des anciens pays socialistes à l'économie de marché, le marché mondial devient de fait planétaire.

Cette « mondialisation néo-libérale » ou « seconde mondialisation » (expressions approximatives) combine : extension de la circulation des biens, des services et des savoirs sur un espace qui transgresse les découpages nationaux ; intégration renforcée des marchés, dont ceux du travail, qui organisent cette circulation et déterminent normes et prix (marchés fondamentalement « imparfaits », car de plus en plus structurés par les firmes multinationales) ; globalisation des décisions productives et financières, qui modèlent la géographie et les rythmes de l'accumulation du capital, sous l'égide d'un capitalisme devenant soumis au principe de création de valeur pour l'actionnaire. Ce processus est ségrégatif et volatile : s'il engendre une croissance spectaculaire mais instable des pays émergents, et la sortie d'une part importante de leur population des pires situations de pauvreté, il laisse à l'écart des *terrae incognitae*, des régions court-circuitées par la réorganisation des réseaux mondiaux (notamment en Afrique, même si ce continent présente des contrastes de plus en plus marqués, avec des pays qui connaissent une véritable émancipation économique).

Une mondialisation fractale

La crise ouverte en 2008, partie de l'épicentre américain et contaminant d'autant plus l'Europe que celle-ci présentait des failles latentes, est une crise structurelle de cette « seconde mondialisation », notamment du type de comportements financiers qui l'ont alimenté. Si, dans un premier temps, les pays émergents, Chine en tête, sont apparus comme un relais de la croissance perdue aux Etats-Unis et surtout en Europe, les régimes de croissance adoptés par ces pays manifestent aujourd'hui essoufflement et défaillances, et l'hétérogénéité de leur paysage s'accroît. L'économie mondiale apparaît désormais fort chaotique et la diversité des « risques pays » fait retour.

Plus de six ans après l'ouverture de la crise, les désordres financiers, paroxysmiques jusqu'en 2012, ont été plus ou moins contenus, sinon structurellement corrigés. Mais l'onde de choc ne s'est pas tant atténuée qu'elle emprunte désormais les canaux politiques passant par le temps plus long de la réaction des sociétés, des opinions publiques, des corps électoraux, des mouvements sociaux, des expressions culturelles et religieuses :

- 1- Les Etats-Unis ne disposent plus de la même capacité d'entraînement et de domination d'un monde davantage multi-polaire. L'oscillation entre les traditions isolationniste et impérialiste peut engendrer des embardées dangereuses. La société américaine est davantage divisée, à l'égard des enjeux internes de cohésion et de justice, comme des enjeux internationaux ; la paralysie menace la capacité d'initiative politique de l'Etat fédéral.
- 2- L'Europe éprouve d'énormes difficultés à renouveler et relancer la dynamique de son projet d'intégration. Des forces de divergence, voire de sécession, la traversent, au sein de l'Union (le choix à venir du Royaume-Uni) et de la zone euro (le sort de la Grèce) comme de certains Etats-membres. L'Union européenne n'a pas pu ou pas su instaurer une politique de voisinage à la fois stabilisante et ouverte avec ses bordures orientale et méditerranéenne. Ces bordures sont aujourd'hui des zones de tension, voire de fracture, qui retentissent négativement sur le dynamisme interne de l'Union, déjà corseté par la crise et les politiques adoptées pour y faire face. L'impact significatif des sanctions imposées à la Russie sur l'économie allemande en est, entre autres, une occurrence.
- 3- Les pays émergents, dont le spectre politique va de la démocratie à la dictature en passant par l'autoritarisme, cultivent la conquête de la puissance et les politiques de croissance : les pouvoirs politiques s'efforcent de collecter et de développer les ressources de tous ordres (financières, technologiques, accès aux matières premières...) permettant de répondre aux besoins et aux aspirations des populations de ces pays. Si ces aspirations n'échappent pas au consumérisme universel, elles témoignent aussi en profondeur de l'expression de besoins

collectifs (les revendications sur la santé et l'éducation au Brésil, l'aspiration à la protection sociale en Chine, etc.). Ce faisant, le jeu des relations internationales ressemble plus au retour des politiques de puissance, façon XIX^{ème} siècle, qu'au champ lisse d'un multilatéralisme réciproque et homogène. L'enlisement du round de négociations commerciales de Doha et la perte d'influence de l'OMC en portent témoignage. Les revendications territoriales refont surface. La petite taille n'exclut pas la puissance, si elle permet une concentration de ressources dont l'allocation peut être gérée de manière centralisée, comme le montrent aussi bien Singapour que les émirats.

- 4- Si l'affirmation de pôles de puissance et de croissance entraîne dans une certaine modernité économique une part croissante de la population des pays concernés, non sans inégalités, comme le montre Thomas Piketty (qui a consacré une partie de son ouvrage *Le capital au XXI^{ème} siècle* aux pays émergents), les lignes de faille parcourent la carte de la mondialisation. Ce ne sont plus seulement des territoires délaissés, mais aussi des zones d'affrontement, voire des sanctuaires pour groupes terroristes, qui ne font pas seulement réseau (sur le mode Al Qaïda) mais accaparent des territoires, en tâches d'encre (de Daech à Boko Haram). L'échec, mêlant facteurs internes et externes, de nombre d'Etats nouvellement indépendants à promouvoir sur un mode dirigiste un développement économique et social équilibré (notamment au Moyen-Orient et en Afrique) sans s'égarer dans un capitalisme d'Etat rentier et prédateur (souvent sous l'égide de l'aspiration socialiste !) a creusé ces lignes de faille, réservoirs des pires frustrations et tentations (voir par exemple Georges Corm, *Le nouveau désordre économique international. Aux racines des échecs du développement*, La Découverte, 1993). Les politiques d'ajustement structurel qui ont sanctionné ces échecs étatiques ont souvent aggravé la situation. L'épidémie Ebola a témoigné de la nature dévastée des systèmes sanitaires dans les pays les plus touchés.

L'économie mondiale entre dans une phase sujette aux chocs géopolitiques

Ces tendances s'enchevêtrent, elles ne sont pas strictement cloisonnées, les lignes de faille sont aussi internes aux sociétés, y compris les plus développées. L'ensemble forme un paysage pour le moins chaotique, bien loin d'une régulation homogène et universelle, encore plus de l'utopie d'un gouvernement mondial. Les régulations internationales s'appliquent de manière partielle, dans le cadre de processus d'intégration régionale souvent fragiles (comme aujourd'hui en Europe) ou sur un mode bilatéral (comme le projet contesté de traité transatlantique de libre-échange). Plutôt que la coordination autour de règles bien établies, ce sont les jeux tactiques et stratégiques des acteurs pesant dans l'arène mondiale qui prévalent.

C'est une situation propice à la survenue de chocs géopolitiques, de différents types, qui viennent perturber sans crier gare le cours supposé régulier de la croissance et du commerce mondiaux. Il est évidemment bien difficile, sinon impossible, d'intégrer l'anticipation de ces chocs et de leur impact dans l'exercice classique de la prévision économique. Bien malin, ainsi, qui pourrait dire l'impact de la perception du risque d'attentats sur les comportements d'épargne et de consommation.

Il reste que l'incertitude (c'est-à-dire la difficulté fondamentale à évaluer les risques) s'est singulièrement épaissie et qu'elle va affecter durablement les comportements, notamment d'investissement (où, quand, comment investir ?). Les politiques publiques devront en prendre la mesure. Elles devraient se garder d'accorder un poids excessif à l'évolution ambivalente de certaines variables. La baisse du prix du pétrole (tombé à environ 50 \$ le baril début 2015 après avoir encore avoisiné les 120 \$ début 2012) en est un exemple d'actualité. Cette baisse est souvent accueillie comme le bon côté de la déflation, qui redonne du pouvoir d'achat aux consommateurs. Mais sur la base de certaines inflexions (notamment le ralentissement de la croissance chinoise, gourmande en énergie), la baisse relève davantage du calcul opéré par certains acteurs majeurs que de la

détermination d'un prix d'équilibre « rationnel » prenant en compte les impératifs énergétiques et environnementaux. L'Arabie Saoudite a visiblement choisi d'enfreindre la solidarité de l'OPEP pour imposer un prix de marché qui mette la pression sur les nouveaux producteurs américains. Se réjouir de cette baisse du prix du pétrole, parce qu'elle va rapporter quelques onces de croissance aux pays consommateurs, est probablement à courte vue. Outre qu'elle peut déstabiliser les Etats qui vivent de la rente pétrolière (et dont il n'est pas sûr qu'ils se comportent mieux pour autant), ce n'est sûrement pas une incitation bienvenue au traitement coopératif des enjeux énergétiques et environnementaux de long terme. C'est pourtant bien ce qu'on attend du sommet international de Paris sur le climat, à l'automne 2015 : cette échéance est au moins là pour rappeler la réalité des intérêts communs à l'humanité et laisser espérer une mondialisation respectueuse de ces intérêts.